

La revue parents

POUR L'ENFANT VERS L'HOMME

N°435/AVRIL 2021

Salutina l'enseignement agricole public



PSYCHO

À l'écoute
des enfants trans

ÉDUCATION

Pourquoi la précarité
des jeunes explose

SOMMAIRE

5 Instantanés
10 Nos coups de cœur

13

Dossier

Saluons
l'enseignement
agricole public

21

En pratique

ORIENTATION • Enseignements de spécialité : ouvrir le champ des possibles

SANTÉ • Quand l'épidémie joue les trublions avec le sommeil des ados

PSYCHO • Discriminations. À l'écoute des enfants trans

ÉDUCATION • Pourquoi la précarité des jeunes explose

26

Décryptage

Un bon air dans mon école

28

Regards croisés

MARILYN MAESO/VINCENT MARTIGNY
Les réseaux sociaux menacent-ils la démocratie ?

30

Initiative

L'écologie pour construire des projets de vie

32

Nos actions

34

Portrait

Geoffrey Couanon

édito

Des parents qu'il ne faudrait pas oublier !

« Aujourd'hui, Jean-Michel Blanquer s'enorgueillit de ne pas avoir interrompu la scolarité en présence des élèves français. Un cocorico qui existe uniquement parce que les parents, sur le terrain, se battent au quotidien pour la rendre possible, aux côtés des enseignants et des chefs d'établissement.

Les parents répondent présent quand les enseignants de leurs enfants ne sont pas remplacés, quand leurs adolescents lycéens suivent leurs cours à mi-temps à la maison, quand leurs enfants ont des allergies dues au port permanent du masque ou au lavage trop fréquent des mains, quand leurs jeunes étudiants n'arrivent plus à se nourrir correctement, quand leurs enfants, du tout-petit jusqu'au lycéen, expriment leur mal-être face à toutes ces contraintes, à ces injonctions souvent contradictoires, à l'impossibilité de se projeter sereinement dans un avenir bienveillant...

Alors, nous le redisons avec force, la coéducation ne doit pas être un mot vidé de son sens : nous ne sortirons de cette crise qu'avec l'aide et la participation active des parents qui doivent être pleinement associés aux décisions du gouvernement. Ne l'oubliez pas, Monsieur Castex.



CARLA DUGAULT
Co-présidente
de la FCPE



RODRIGO ARENAS
Co-président
de la FCPE

Revue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) 108, avenue Ledru-Rollin. 75544 Paris Cedex 11 • Tél. : 01 43 57 16 16 • www.fcpe.asso.fr • fcpe@fcpe.asso.fr

RÉDACTION
Directrice de la publication et de la rédaction : Carla Dugault • Responsable de la revue : Laurence Guillermou • Rédactrice en chef : Alexandra Defresne • Conception graphique :

CITIZENPRESS

Rédactrices : Pauline Bandelier, Michèle Foin, Émilie Gilmer, Anne-Flore Hervé, Marianne Peyri • Infographie : David Lory • Dessin p.34 : Bénédicte Govaert • Crédits photos : iStock. Photo p.3 : Xavier Pierre.

PUBLICITÉ

Mistral Média, 22 rue Lafayette 75009 Paris • Tél. : 01 40 02 99 00 • mistralmedia.fr • Directeur général : Luc Leherécy.

IMPRESSION

Vincent Imprimeries • ZI du Menneton - 32, avenue Thérèse Voisin BP 4929 - 37042 Tours Cedex 1
CPPAP : IO25 G 87187 Conformément à la loi n° 78 17 du 6 janvier 1978 informatique et libertés, chaque adhérent, abonné, assuré, dispose du droit d'information, de rectification et d'accès auprès de la FCPE.

Restons connectés !



Rendez-vous sur le site fcpe.asso.fr pour s'abonner à la Revue des Parents au tarif de 6 € (sans adhésion).

Suivez-nous sur



fcpe.nationale



fcpe.nationale

Des questions ?
Écrivez-nous



fcpe@fcpe.asso.fr

Pages spéciales départementales : 14, 19, 23, 45, 69, 79, 85, 87, 95.



Instantanés

Une sélection d'infos pour vous accompagner

SITE

Protéger les enfants de la pornographie

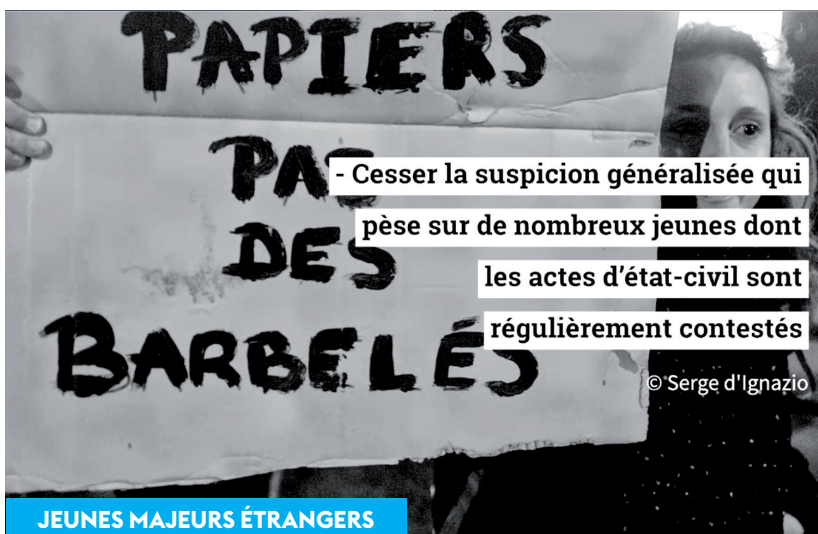


À 12 ans, près d'un enfant sur trois a déjà été exposé à la pornographie. Une situation qui, bien souvent, n'est pas connue des parents. La première exposition arrive de façon involontaire : un jeune sur deux affirme être tombé dessus par hasard sur Internet. Le gouvernement a donc lancé une nouvelle plateforme qui informe, conseille et accompagne la mise en place du contrôle parental selon les opérateurs de box ou mobiles. Avec de nombreux contenus d'éducation à la sexualité pour libérer la parole entre parents et enfants. jeprotectemonenfant.gouv.fr

TRIBUNE

ÉCOLE DEHORS

« Maires, aidez-nous à sortir les enfants pour leur bien-être et le nôtre ». Dans une tribune publiée dans *Libération* le 18 février 2021, signée par la FCPE, les acteurs de l'école interpellent les élus afin qu'ils favorisent la pratique des classes dehors, qui permettent à la fois de limiter les risques de contagion, de lutter contre la sédentarité et contre les symptômes dépressifs infantiles.



- Cesser la suspicion généralisée qui pèse sur de nombreux jeunes dont les actes d'état-civil sont régulièrement contestés

Ils ont fait de la France leur pays

Ils sont menacés d'expulsion, réduits à vivre dans la peur et la clandestinité, alors que la France est devenue leur pays, celui de leurs liens, de leurs amitiés, de leurs amours, et qu'ils sont prêts à rendre à la société ce qu'elle a investi dans leur formation.

L'actualité a mis au grand jour la situation de jeunes étrangers présents depuis des années en France, arrivés soit mineurs isolés, soit avec leur famille, en cours d'études, d'apprentissage, accédant à l'emploi et soudain victimes de refus de séjour avec obligation de quitter le territoire (OQTF), dès lors qu'ils arrivent à leur majorité. Grâce à la solidarité, quelques-uns de ces jeunes ont trouvé une solution heureuse. Mais, au-delà de ces cas emblématiques, les jeunes en détresse sont nombreux.

Réduire l'arbitraire des préfetures

C'est pourquoi, plus d'une soixantaine d'organisations, dont la FCPE, réunies

autour de la Ligue des droits de l'homme, ont lancé une campagne intitulée « Jeunes majeurs, sortir de l'impasse » pour demander des mesures d'amélioration réelles et immédiates à l'État et aux préfetures face à ces situations dramatiques. Une pétition a aussi été lancée par 225 personnalités.

Pour en finir avec ce terrible gâchis humain et social, il faut faire cesser la suspicion généralisée ; arrêter d'exiger des documents impossibles à présenter ; rendre possible les demandes de rendez-vous en préfeture ; proposer l'accès à des formations ou contrats d'apprentissage ; régulariser de façon large et durable les personnes étrangères présentes depuis plusieurs années sur notre territoire notamment en appliquant la circulaire du 28 novembre 2012.



EN SAVOIR PLUS :

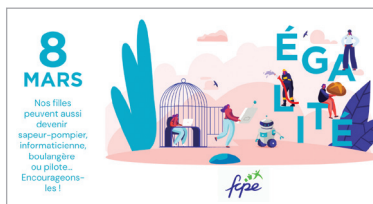
Pour signer la pétition ldh-france.org/petition-jeunes-majeurs/



On en parle !

1. 8 MARS

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, et juste avant la clôture des vœux sur Parcoursup, la FCPE a lancé le 8 mars 2021 une campagne pour encourager les parents à soutenir leurs filles dans des choix d'orientation différents ! La « fabrique de la parité » dans les métiers commence dès le plus jeune âge.



2. BÂTI SCOLAIRE

« Bâtissons tous ensemble l'école de demain ! » Vite, il reste quelques jours, jusqu'au 8 avril 2021, pour participer à la concertation publique initiée par le ministère de l'Éducation nationale. Pour une école plus verte, plus inclusive, plus connectée, à vous de jouer ! batirlecole.education.gouv.fr.

3. REPAS SANS VIANDE

L'annonce d'un repas sans viande dans les cantines scolaires de Lyon a déchaîné les politiques, qui ont multiplié les contre-vérités, à coup de tweets.

On met donc les points sur les i : les protéines animales ne sont pas nécessaires à chaque repas ; les classes populaires ne mangent pas moins de viande que les classes aisées ; la mesure ne pénalise pas les éleveurs français puisque 60 % des viandes vendues en restauration collective proviennent d'autres pays...



VIOLENCES

PRIVILÉGIONS L'ACTION SOCIALE !

« Loin des propos hâtifs, sécuritaires et des "brèves de comptoir", échangés largement par des chroniqueurs et des politiques dans certains médias, nous disons que la plupart de ces jeunes, parfois en situation de délinquance, parfois violents, sont avant tout des jeunes en souffrance, en difficultés sociales, scolaires, personnelles. » Suite aux rixes de début d'année survenues entre bandes rivales, professionnels de l'éducation et

du social, acteurs de la justice des mineurs, représentants du monde associatif, proposent, dans une tribune publiée le 10 mars 2021 sur franceinfo.fr, des actions de prévention. Les signataires pointent « l'absence de dialogue avec la jeunesse et une prévention spécialisée absente ou en recul dans beaucoup de territoires de notre pays ». Ils dénoncent le renforcement des politiques sécuritaires, au détriment d'un travail de fond, en amont.



ÉCRANS

Le numérique responsable, ça s'apprend

Peut-on publier la vidéo d'une autre personne sur Internet ? Comment faire supprimer une photo sur un réseau social ? Qui est responsable en cas de cyberharcèlement ? Les questions que se posent les parents quand leurs enfants commencent à naviguer sont nombreuses, et les ressources pour les accompagner tout autant. La CNIL, le CSA, le Défenseur des droits et l'Hadopi ont donc créé un kit pédagogique, qui regroupe l'ensemble des ressources conçues pour l'éducation du citoyen numérique. L'ensemble des vidéos, tutoriels, guides pratiques, jeux pédagogiques, rapports et supports de cours sont classés autour de quatre grands thèmes : les droits sur Internet ; la protection de la vie privée en ligne ; le respect de la création ; l'utilisation raisonnée et citoyenne des écrans. Au boulot !

49%

DES ENFANTS de 8 à 14 ans naviguent seuls sur Internet ou sans dispositif de contrôle. (Source Hadopi)



EN SAVOIR PLUS :

Internet Le kit peut être téléchargé sur cnil.fr, csa.fr, defenseurdesdroits.fr et hadopi.fr

Touche pas à mon infirmière scolaire !



CONSEILS

LES ÉCRANS ET MOI

Un jeune sur deux âgé de 7 à 12 ans consacre la moitié de son temps de loisirs à jouer hors écran et à faire du sport !

Ouf, tout n'est pas perdu. Les auteurs diabolisent un peu trop les écrans, mais délivrent de nombreux conseils concrets pour gérer la vie connectée des enfants et ados, en répondant à douze questions clés.

À paraître le 15 avril 2021. De Sophie Bordet-Petillon et Serge Tisseron, illustr. Alexandre Nart, Hygée éditions.



I y a des combats gagnés qui mériteraient de faire plus grand bruit tant le bénéfice pour les élèves est grand ! Après des mois de lutte acharnée, menée par les représentants syndicaux de la santé scolaire et le soutien sans faille de la FCPE, les infirmières scolaires et parents d'élèves peuvent crier victoire à la lecture de l'avant-projet de loi « relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale », dit « 4D ». En effet, celui-ci ne prévoit plus le transfert des médecins et infirmières scolaires aux départements, contrairement à ce qui avait été annoncé.

Une grande nouvelle, car le caractère national de la santé à l'école donne l'assurance d'une équité territoriale, et surtout répond aux besoins des élèves et de l'ensemble de la communauté éducative, traduits par 18 millions de consultations infirmières réalisées chaque année.

Le gouvernement rétro pédale

Après une pétition lancée en décembre 2020, intitulée « Touche pas à mon infirmière scolaire » et réunissant plus de 45 000 signatures, une tribune publiée dans le *Monde* le 19 janvier 2021 par Saphia Guereshu et Carole Pourvendier, secrétaires générales du Snics-FSU, Carla Dugault, co-présidente de la FCPE et Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, et une lettre adressée au président de la République Emmanuel Macron le 4 février 2021, le gouvernement a rétro-pédalé ! Mais, pas question de baisser la garde. Car un autre texte, en seconde lecture à l'Assemblée nationale, prévoit une réorganisation du service de santé scolaire et menace lui aussi le travail de terrain des infirmières scolaires.



EN SAVOIR PLUS :
Internet snics.org

ENQUÊTE

Filles ou garçons à la tête des médias lycéens ?

Au sein des publications lycéennes, ce sont les filles ou les garçons qui pilotent ? L'Observatoire des pratiques de presse lycéenne, dont la FCPE fait partie, a décidé de dresser un état des lieux, le plus précis possible, sur la façon dont se construit la parité dans les médias lycéens et a mis en ligne un questionnaire à l'attention des rédacteurs en chef ou directeurs de publication. Les apprentis journalistes sont invités à y répondre d'ici le 30 avril 2021. Et comme, en quinze ans, les pratiques de presse lycéenne ont considérablement évolué, l'enquête concerne tous les formats : journal papier, journal en ligne, blog, radio, webradio, podcast, émission, webTV. Une seule réponse par rédaction est souhaitée.

bit.ly/enquetemediaslyceens2021



900 000

SENIORS souffrent de solitude, selon une étude de l'institut CSA. Ce chiffre est en augmentation constante avec le vieillissement de la population.

ISOLEMENT

Lancement d'un service civique "solidarité seniors"

La crise du Covid-19 aura-t-elle abîmé le lien intergénérationnel, avec le sacrifice des uns pour sauver les autres ? Pas si sûr, car les élans de solidarité sont là. Pour enfoncer le clou, le gouvernement propose à 10 000 jeunes une mission de service civique « solidarité seniors » pour accompagner 300 000 personnes isolées d'ici les trois prochaines années. 2 000 jeunes seront présents dès ce premier semestre auprès de 45 000 personnes âgées isolées. Objectifs pour les volontaires : maintenir un lien social avec les bénéficiaires (cours, livraisons de repas ou de médicaments), soutenir des équipes de professionnels, mais aussi effectuer des animations collectives (jeux, numérique ludique, ateliers bien-être).



EN SAVOIR PLUS :
Internet service-civique.gouv.fr

Nos coups de cœur

Expos sympas, films à voir, bouquins à lire, sites à visiter...
des idées **pour toute la famille** !



PODCASTS

ENFANTINES

On y croise des poissons, des kangourous, mais aussi des héros de films ou encore des enfants rêveurs... France Culture a commandé six podcasts à des auteurs de littérature et de théâtre pour les petites oreilles : Fabrice Melquiot, Tanguy Viel, Caryl Férey, Joël Jouanneau, Marie Nimier, Christophe Pellet.

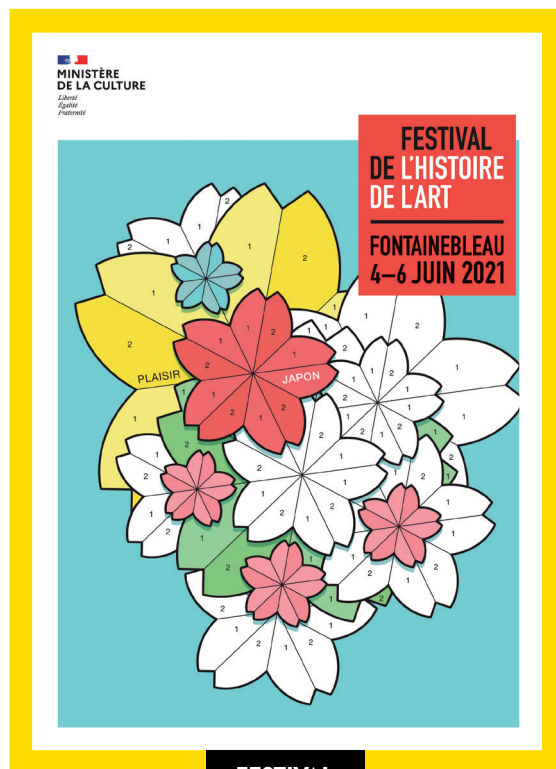
Internet franceculture.fr

VIDÉOS

Je lis... moi non plus

Que provoque en nous la lecture ? Le Centre national du livre a déniché des pépites du petit écran dans les archives de l'INA pour découvrir nos mille et une façons de lire. Des stars, mais aussi des coiffeurs, secrétaires ou allumeurs de réverbères témoignent de leur amour de la lecture.

Internet
Sur la chaîne YouTube du CNL



FESTIVAL

LE JAPON, INVITÉ D'HONNEUR

Les 4, 5 et 6 juin 2021, plus de 250 événements gratuits et ouverts à tous (conférences, projections, visites guidées, expositions, spectacles...) seront au programme de la 10^e édition du Festival de l'histoire de l'art à Fontainebleau. Le tout autour du thème du plaisir et du pays invité qu'est le Japon.



festivaldelhistoiredelart.com

LIVRE

Le nid

La famille peut prendre plusieurs visages différents. Souvent, les enfants se repèrent bien, mais il faut leur raconter comment on fait famille. La pédopsychiatre Marie Rose Moro donne toutes ses astuces aux parents dans un nouveau titre de la collection « Leurs familles expliquées aux enfants et aux parents ». *Quand ça va, quand ça va pas*, Glénat jeunesse, 15 €.



© Thibault Grabherr-Francetv

SÉRIE

SKAM

On en a déjà parlé ici. Alors, on aurait pu faire l'impasse sur la saison 7 de *Skam*. Mais elle est tellement réussie, qu'il est impossible que vous passiez à côté. Cette fois, on suit Tiffany, confrontée à un déni de grossesse. Et même sur des sujets graves, les jeunes acteurs ont le swag.

Internet
france.tv/slash/skam-france/

Du bout des doigts

DESSIN

“C” est un peu comme un voyage immobile dans mon atelier. [...] C'est par la couleur que j'essaie de faire voyager le lecteur, et que je transmets les émotions et la poésie du texte ». Avec délicatesse, la dessinatrice Judith Gueyfier présente son livre *Fatou du monde* dans « Du bout des doigts », une série de vidéos géniales mises en ligne par

le Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis. Au total, douze auteurs-illustrateurs se confient sur la façon dont ils créent. Puis, en musique, ils prennent leurs pinceaux et sous nos yeux ébahis, les œuvres prennent forme. Époustouffant.

Internet Sur la chaîne YouTube du SLPJ93



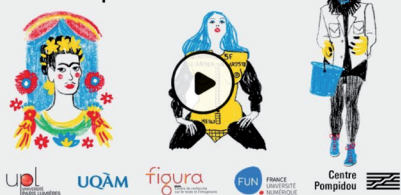


Sporteen

L'Euro à partir du 11 juin 2020, les JO de Tokyo à partir du 23 juillet, et en 2024, Paris ! Le sport fait vibrer, et pour convaincre les 9-14 ans, un petit nouveau a fait son apparition : *Sporteen*. Six numéros de 56 pages par an, sur abonnement.

Internet sporteen.fr

MOOC | Elles font l'art



MOOC

ELLES FONT L'ART

Laissez tomber les cartables pour ce Mooc du Centre Pompidou, « Elles font l'art ». Ce cours en ligne gratuit et ouvert à tous, constitué de vidéos, de quiz et d'activités, se consacre aux femmes artistes de 1900 à nos jours. Plasticiennes, peintres, photographes, vidéastes ou performeuses de toutes nationalités, elles ont fait ou font encore l'art des 20^e et 21^e siècles. Cinq séquences en faveur de l'égalité entre les genres.

+ Mooc accessible jusqu'au 25 juin 2021 : fun-mooc.fr



#TOUTOU

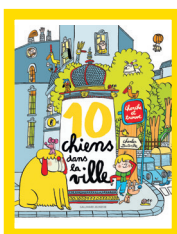
Dès le premier confinement, ce sont les bisous baveux qui ont permis de tenir le coup ! La « ouaf ouaf thérapie » remporte un succès fou. Voici trois idées pour que les enfants succombent eux aussi à la toutoumania.

ALBUM

10 CHIENS DANS LA VILLE

Avec Camille, le héros, il faut retrouver les chiens partis en goguette. Deux se cachent dans le marché, trois prennent un bus, quatre visitent un musée... Charles Dutertre a concocté un cherche et trouve déjanté, plein de détails rigolos.

Éd. Gallimard jeunesse, 12,50 €.

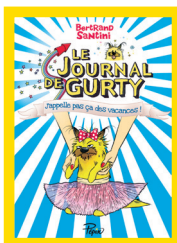


ROMAN

LE JOURNAL DE GURTY

Lancez-vous dans la collec' sans hésiter, et « réjouissez-vous » ! Les enfants, dès 7 ans, se poilent à coup sûr. Les aventures de la petite chienne Gurty, de sa copine Fleur et de leur ennemi Tête de Fesses auront même raison des insensibles aux bêtes.

De Bertrand Santini, éd. Sarbacane, 10,90 €.



JEU

DIG

C'est comme un paquet de chewing gum, et ça tient dans la poche. Ce sont les chewing games. Et c'est top. *Dig*, c'est un jeu de chiens. Il faut les déplacer, déterrer un os, et le déposer dans la gamelle de la bonne couleur. Allez-vous avoir du flair ?

À partir de 7 ans. Durée : 15 minutes. 2 à 4 joueurs. Éd. Oya, 4,95 €.





3 BONNES RAISONS

DE LIRE CE DOSSIER !

1. Les déclarations d'amour ne suffisent plus
2. Des défis environnementaux à relever
3. Une pédagogie de projet efficace



Saluons l'enseignement agricole public !

Le Comité de défense et de développement de l'enseignement agricole public, créé en 2009, a décidé de mener à nouveau une action pour **sauver l'enseignement agricole public**. Objectif : raviver l'ambition de tous pour cette filière qui forme aux métiers en lien avec le vivant.

Texte :
ANNE-FLORE HERVÉ



© EPLEFPA de Bordeaux-Gironde

Comme en 2009. À l'époque, l'enseignement agricole (EA) public était asphyxié par la révision générale des politiques publiques (RGPP) sous le quinquennat Sarkozy. Aujourd'hui, les suppressions de postes sont moins claironnées, mais la fragilisation de l'EA est réelle et va à l'encontre des discours enjôleurs de cet enseignement souvent cité en exemple...

Offensive

Le Comité de défense et de développement de l'enseignement agricole public¹ s'est remobilisé fin 2020 pour peser sur les débats au Parlement et sauver les emplois. « Sur cinq ans, une suppression de 300 emplois est programmée. C'est comme si on supprimait 10 000 emplois à l'Éducation nationale, comptabilise Frédéric Chassagnette, co-secrétaire général du Snetap-FSU. C'est énorme. »

À ce stade, une bataille est perdue puisque le budget de l'éducation a été voté fin décembre et 80 équivalents temps plein vont être supprimés en 2021. « Mais 60 % des débats ont été consacrés à l'enseignement agricole, observe le militant. C'est un acquis. » Le Sénat a même créé en février une mission d'information sur l'enseignement agricole, « outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires ».

De quoi booster le Comité qui lance une campagne de sensibilisation grand public afin de défendre, mais aussi de développer cet enseignement et de déployer sur tous les territoires l'offre publique concurrencée par l'émergence des centres de formation privés et payants. « L'enseignement public doit avoir les moyens de maintenir ses formations, mais aussi d'en proposer de nouvelles en adéquation avec les enjeux environnementaux et alimentaires de demain », estime Karine Aulier, administratrice nationale de la FCPE.

Paradoxe

Malgré les attentes sociétales sur l'environnement qu'illustre notamment la mobilisation des jeunes lors des marches pour le climat, les lycées agricoles peinent à recruter des élèves. Méconnaissance, image trop rustique ou manque de visibilité ? L'EA, qui relève de la compétence du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, est d'un premier abord assez complexe à cerner. En chiffre, il représente 805 établissements sco-

« Aujourd'hui, il y a un engouement des trentenaires pour le maraîchage bio. Maintenant, il faut convaincre les collégiens préoccupés par l'avenir de la planète de venir dans nos établissements. »

— JEAN-CLAUDE MOHAND, PROVISEUR DU LPA PETIT CHADIGNAC DE L'AGROCAMPUS SAINTONGE



93%
C'EST LE TAUX DE RÉUSSITE aux examens tous diplômes confondus du CAP au BTS.

Le taux d'insertion professionnelle s'élève à 82 % pour le bac pro et à 90 % pour les BTS, trois ans après l'obtention du diplôme.

laire, dont 216 publics contre 589 privés² et 174 établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLFPA). Ces derniers regroupent plusieurs entités³ et forment donc des élèves, des étudiants, des apprentis et des adultes en formation continue.

« Un EPLEFPA, c'est un petit bijou, analyse Jean-Michel Bregeon, directeur de l'Agrocampus Saintonge (Charente). La partie lycées dépend du service public (État et conseils départementaux). La partie centres de formation a son budget propre. La partie exploitations, au centre du système, relève du droit privé. C'est une grande richesse. Ce fonctionnement nous évite d'être hors-sol. »

Spécificités

Au second abord, l'EA se révèle un enseignement complet – pédagogique, éducatif et innovant – transmis dans des conditions idéales, les classes excédant rarement 24 élèves. Quant au contenu des formations en lien avec le vivant, il est désormais en phase avec la transition agroécologique. « C'est allé crescendo, explique Frédéric Vauchel, enseignant biologie-écologie au lycée horticole professionnel Camille Godard (Gironde). Mais depuis huit ans, nous avons des direc-

« L'enseignement agricole a objectivement plus d'un atout d'attractivité, mais la réduction des moyens dans les lycées publics augmente le déficit de communication. C'est un cercle vicieux. »

KARINE AULIER, ADMINISTRATRICE NATIONALE DE LA FCPE

tives très claires pour orienter nos enseignements vers des changements de pratique et des alternatives. Concrètement, j'apprends à mes élèves à observer, comprendre, se questionner et agir, ce qui les oblige à se détacher des protocoles et à s'adapter en remettant le végétal au centre de leurs pratiques. »

« L'enseignement agricole a objectivement plus d'un atout d'attractivité, mais la réduction des moyens dans les lycées publics augmente le déficit de communication, déplore Karine Aulier. C'est un cercle vicieux. »

Car les moyens alloués dépendent aussi du nombre d'élèves inscrits. « Le recrutement, c'est le nerf de la guerre », admet Jean-Claude Mohand, proviseur du LPA Petit Chadignac de l'Agrocampus Saintonge. Et en période de « disette », la concurrence est rude entre le privé et le public, notamment pour les formations pros. Un peu plus feutrée pour la filière générale avec les lycées de l'Éducation nationale (EN). « Les parents pensent que le lycée agricole est une impasse mais après la seconde générale, il est possible de changer pour un lycée de l'Éducation nationale, rassure Philippe Bizet, proviseur du LGTA Georges Desclaude de l'Agrocampus Saintonge. Nous accueillons aussi des élèves en première qui viennent de lycées de l'Éducation nationale. »

Enjeux

Les plus optimistes décrivent une période transitoire. « Aujourd'hui, il y a un engouement des trentenaires

pour le maraîchage bio, remarque Jean-Claude Mohand. Maintenant, il faut séduire et convaincre les collégiens préoccupés par l'avenir de la planète de venir dans nos établissements, en faisant le lien entre nos formations et les défis environnementaux de demain. »

Car attirer et former des jeunes à un nouveau modèle connecté au monde de la paysannerie, c'est désormais une urgence. « Les jeunes ruraux n'ont pas forcément envie de devenir paysans, constate Étienne Heulin, membre de la confédération paysanne. Mais le monde paysan peut attirer les jeunes urbains. » Dans les dix prochaines années, 45 % des agriculteurs actifs auront le droit de prendre leur retraite.

« Il y a des enjeux majeurs et nos établissements publics, par leur richesse, sont capables de les relever. Mais on mérite mieux qu'une gestion à la petite semaine », conclut le co-secrétaire général du Snetap-FSU. Les slogans et les déclarations d'amour ne suffisent plus.

- (1) La FCPE, la Confédération paysanne, la FNAF CGT, le SNETAP-FSU, la CGT Agri, ainsi qu'un certain nombre de parlementaires de l'Assemblée comme du Sénat, ont répondu présent à l'appel du CDDEA.
- (2) 216 lycées publics d'enseignement général, technologique et/ou professionnel agricole, 367 maisons familiales rurales (associations privées), 211 lycées agricoles privés et 11 centres médico-éducatifs.
- (3) Les 216 lycées publics, mais aussi 94 CFA, 154 centres de formation professionnelle et de promotion agricoles (CFPPA), 192 exploitations agricoles, et 35 d'ateliers technologiques à vocation pédagogique et centres équestres.



45 %

C'EST LA PROPORTION
de filles
inscrites dans
l'enseignement
agricole.

L'AVIS DE LA FCPE

CONVAINCRE LES PARENTS D'ÉLÈVES

Dans les instances, la FCPE se démène pour qu'une politique de communication et d'information sur cette filière soit mise en œuvre en direction des familles. Les représentants des parents peuvent être des alliés privilégiés dans cette défense de l'enseignement agricole public.

Les lycées agricoles publics ont cette particularité d'accueillir des enfants qui ont des besoins particuliers grâce au suivi personnalisé des élèves. C'est en sensibilisant les parents et en les impliquant que l'on pourra faire bouger les lignes et faire connaître cette offre publique de formation.



EN SAVOIR PLUS :

- Portrait de l'enseignement agricole, édition 2020 : <https://agriculture.gouv.fr/portrait-de-lenseignement-agricole-edition-2020>
- Vidéo du Comité de défense de l'enseignement agricole, dont la FCPE est membre : fcpe.asso.fr/actualite/le-cddecap-ca-vous-dit-quelque-chose
- *Nous paysans*, un documentaire de France 2 sur l'évolution du monde agricole. Alors qu'ils constituaient autrefois la grande majorité du pays, ils ne sont plus aujourd'hui qu'une infime minorité : france.tv/france-2/nous-paysans/



D.R.

Bordeaux (33)



Sur le terrain...

En Gironde, les élèves apprennent à

L'EPLFPA Bordeaux-Gironde, c'est quatre lycées agricoles, deux centres de formation pour apprentis et adultes et trois exploitations viticoles engagées dans la transition agroécologique.

Agriculture bio, diminution des produits phytosanitaires, mise en place d'actions pour préserver la biodiversité... « Les formations, bâties autour des exploitations, participent au développement agricole, rappelle Corinne Reulet, directrice de l'EPLFPA Bordeaux-Gironde. Ça se concrétise par des parcelles dans nos exploitations que l'on utilise pour faire des expérimentations. Et ça met les élèves en phase avec les réalités et les métiers de demain. »

Au CFDA de Pugnac-Reignac

Marc Sauboua, formateur en viticulture œnologue depuis trente ans, a vu le grand

écart entre sa propre formation – chimique – et celle qu'il transmet depuis 2014, agro-écologique¹. « À ne pas confondre avec le bio », précise le formateur. Pour sensibiliser ses apprentis, Marc a créé un module qui allie théorie et pratique en impliquant les acteurs du terrain. « Avec les secondes, nous expérimentons l'intérêt des haies en viticulture. » Avec les premières, il crée des abris pour les chauves-souris et se rend dans les propriétés viticoles « pour pointer les atouts et les erreurs paysagères et leurs conséquences agroécologiques. » Avec les terminales, il étudie les alternatives aux désherbages chimiques. « Entre l'agriculture conservatrice et l'agriculture bio, il y a de nombreuses controverses. Chaque problématique est différente, chaque solution aussi. C'est important de ne pas les formater. »

À gauche, les élèves de première du bac pro CGEVV (conduite et gestion d'une exploitation vitivinicole), promotion 2022 de l'antenne du CFA agricole de la Gironde de Pugnac/Reignac, ont créé des abris pour les chauves-souris. À droite, les élèves de l'exploitation viticole Grand Baril/Réal Caillou découvrent le comptage de vers de terre pour qualifier la biodiversité des sols.



D.R.

produire autrement

Sur l'exploitation viticole Grand Baril/Réal Caillou

Le domaine produit des vins qu'il commercialise tout en accueillant les élèves du lycée de Libourne-Montagne, afin de mettre en pratique les savoirs théoriques et les sensibiliser sur les nouvelles manières de produire. Mélanie Chenard, directrice de l'exploitation depuis 2008, a mis en place un programme d'amélioration pour maîtriser les intrants phytosanitaires en 2014. « On se doit d'être précurseur. » En 2020, l'exploitation n'a pas utilisé de glyphosate pour la première fois. « De plus en plus de jeunes sont convaincus de la nécessité d'évoluer, mais d'autres sont toujours campés sur des modes de production non raisonnés. L'idée est de leur montrer qu'une autre manière de produire est possible. »

Au lycée professionnel de La Tour Blanche

Théo Michel, professeur d'éducation socio-culturelle, discipline propre à l'enseignement agricole, enseigne depuis deux ans dans ce lycée de 80 élèves et de 14 enseignants. Avec ses collègues et les élèves, ce « facilitateur » de projets pluridisciplinaires a orchestré la mise en place de ruches dans les vignes. « En termes de biodiversité, les bénéfices sont énormes et pour les élèves, c'est plus sympa d'apprendre avec du concret. »

Au lycée général de Bordeaux-Blanquefort

Pierre-Jean Dupuis, en terminale Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant (STAV) et en internat, compte reprendre l'exploitation de ses parents par choix.

« En 3^e, choisir ce lycée a été une évidence. Après le bac, je vise le BTS viticulture-cœnologie. » Toujours à Blanquefort. « C'est familial ici, c'est très facile de s'intégrer. Les professeurs sont proches de nous. » L'exploitation de ses parents est raisonnée. « Quand je la reprendrai, je compte bien continuer à produire dans le respect de la nature et peut-être aller en bio. »

(1) Selon la définition du site du ministère, l'agro-écologie est une façon de concevoir des systèmes de production qui s'appuient sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes. Elle les amplifie tout en visant à diminuer les pressions sur l'environnement (comme limiter le recours aux produits phytosanitaires) et à préserver les ressources naturelles.

Un enseignement précurseur et en mouvement

Pour Anne-Françoise Gibert, chargée d'études et de recherche au service veille et analyse de l'Ifé-ENS Lyon, l'enseignement agricole offre **de multiples exemples d'adaptation.**



© EPLEFPA de Bordeaux Gironde

Pour quelle raison est né l'enseignement public agricole ?

À la sortie de la guerre, la problématique est de nourrir la France et d'arriver à une autonomie. La loi du 2 août 1960 instaure l'enseignement agricole public sous la tutelle du ministère de l'Agriculture. Tout département se dote alors d'un lycée agricole. L'apprentissage est technique, mécanique mais aussi chimique avec le développement des traitements phytosanitaires et la mise en place des engrais. Les filières enseignées mènent aux métiers de l'agriculture.

Depuis, les filières ont évolué...

Au fil des années, les missions de l'enseignement agricole se sont progressivement étendues à d'autres besoins du territoire et à d'autres publics que les enfants d'agriculteurs et d'agricultrices. Aujourd'hui, ces établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLFPA) forment toujours dans les secteurs de l'agriculture, avec de nouvelles filières comme l'activité hippique, très féminine, mais aussi dans les secteurs de l'aménagement (forêt, eau...), de la transformation et des services aux personnes. Les EPLFPA accueillent aussi bien des élèves en formation initiale qu'en apprentis-

sage et des adultes en formation professionnelle continue. Les établissements disposent d'une exploitation agricole, parfois d'un atelier technologique.

Cet enseignement est souvent montré en exemple... Pourquoi ?

C'est vrai que l'enseignement agricole apparaît souvent comme précurseur, notamment d'un point de vue pédagogique. Cela s'explique par plusieurs facteurs dont une certaine liberté pédagogique. Par exemple, l'enseignement socioculturel pensé au départ pour apporter la culture dans les campagnes permet désormais d'aborder plus largement des questions de société. Par ailleurs des enseignements pluridisciplinaires ont été inscrits très tôt dans les emplois du temps, permettant de mettre en œuvre des pédagogies de projet. La proximité du terrain et les études de milieu dès les années 1970 ouvrent également des perspectives pédagogiques intéressantes. Enfin, la place de l'internat dans les établissements, qui concerne plus de la moitié des élèves, entraîne une scolarité marquée par une intense vie scolaire, qui se matérialise par la place de l'association des élèves et favorise l'éducation à la citoyenneté.

Sa mission est désormais d'enseigner à produire autrement...

Le plan « Enseigner à produire autrement » (EPA) est inscrit dans la loi d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt (2014). L'enseignement agricole devient le vecteur d'une nouvelle politique agricole – le projet agroécologique –, caractérisée par des transformations à plusieurs niveaux : produire avec le vivant et non contre lui ; intégrer les ressources naturelles dans une démarche créative et responsable ; exercer son métier de façon multidimensionnelle pour faire du territoire un espace de vie. La circulaire de janvier 2020 renforce encore cette orientation de l'enseignement agricole¹.

(1) Le nouveau plan intitulé « Enseigner à produire autrement, pour les transitions et l'agroécologie », dit EPA 2, a pour ambition de développer les compétences professionnelles et citoyennes des apprenants et de leur permettre de contribuer activement aux transitions alimentaires, agroécologiques et plus largement à toutes les transitions indispensables pour inventer un nouveau modèle.

1. QUI EST EDGARD PISANI ?

Ce ministre, en charge de l'agriculture de 1961 à 1966 sous la présidence de Charles de Gaulle, a permis à l'agriculture française de se moderniser et a mis en application la loi du 2 août 1960 sur l'enseignement agricole qui relève alors du ministère de l'Agriculture.

2. L'AGROÉCOLOGIE, UN ENSEIGNEMENT À PART ENTIÈRE ?

Tous les diplômes intégreront d'ici 2022 l'enseignement de l'agroécologie. Par exemple, le baccalauréat professionnel responsable d'entreprise agricole, rénové en 2017, prend en compte les effets du changement climatique, la préservation des sols et de la biodiversité à travers la notion d'agroécosystème. Ce référentiel propose d'étudier la diversité des systèmes de production agricole dont celui notamment de l'agriculture biologique.

3. QUE VEUT DIRE LE SIGLE QSV ?

L'enseignement agricole est pionnier pour la didactique des questions socialement vives (QSV). Enseigner les QSV revient à rendre visibles des incertitudes sociétales. Elle reconnaît que les élèves, en tant que futurs professionnels, sont des agents du changement de la société.



© EPLFFPA de Bordeaux Gironde

Où se renseigner sur les formations agricoles ?

- Le site laventureduvivant.fr présente les différentes formations avec leur contenu détaillé et les diplômes délivrés ; les métiers auxquels elles préparent, avec des témoignages ; et les établissements agricoles sur une carte interactive. C'est une première étape dans la recherche de l'élève et de ses parents. Il est ensuite recommandé de prendre contact avec les établissements et de se rendre aux portes ouvertes qui se déroulent suivant des protocoles sanitaires particuliers. Par ailleurs, dès que la situation sanitaire le permettra, un camion « L'aventure du vivant, le Tour » se rendra dans plusieurs villes de France. Il permet aux classes à partir de la 5^e de venir découvrir les métiers de l'enseignement agricole sur le temps scolaire. Il est également ouvert au public sur certains créneaux.
- Le site du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, agriculture.gouv.fr, dans la rubrique Enseignement et recherche, donne de nombreuses informations sur l'actualité de l'enseignement agricole, comme la prise en compte du bien-être animal.
- Le site chlorofil.fr, qui est destiné avant tout aux professionnels de l'enseignement agricole, est néanmoins une riche source d'informations sur les formations et diplômes proposés aux élèves.
- Sur enviescolaire.fr, les élèves des lycées agricoles présentent les projets qu'ils ont menés.



L'enseignement agricole permet aussi de se former à l'étranger. Chaque année, près de 20 000 apprenants bénéficient d'une mobilité en Europe ou à l'international, dont 5 000 à 6 000 dans le programme Erasmus+.



Enseignements de spécialité : ouvrir le champ des possibles

Avec la réforme du bac, les élèves en seconde générale, doivent opter pour trois enseignements de spécialité.

Un véritable casse-tête pour les indécis.

Texte : MARIANNE PEYRI

« **C** est compliqué de choisir quand on a 15 ans et il ne faut pas se tromper. Je n'avais pas d'idée de métier à l'époque », témoigne Théa, lycéenne en terminale. Comme nombre de jeunes issus de la première génération à tester la réforme du bac, Théa a dès lors reproduit, de par ses choix, les anciennes filières existantes, soit dans son cas, la filière économique et sociale. « J'ai aussi pris maths, car on disait que cela ouvrirait des portes, mais le programme est d'un haut niveau. J'ai eu du mal à suivre et j'ai abandonné. Aujourd'hui, je regrette d'avoir pris cette spécialité », ajoute-t-elle. Pour Clément, également en terminale, « l'avantage, avec la réforme, est de pouvoir mixer des enseignements, par exemple physique-chimie et économie, ce qui n'était pas possible auparavant. Cela ouvre donc plus de possibilités. D'autant que si on est indécis, on peut tester, durant la seconde, trois spécialités et faire un tri ». De fait, en terminale, l'élève ne garde que deux spécialités, mais forcément parmi les 3 choisies en première, d'où l'importance du choix initial.

Pour Anne de Rosario, du département accompagnement et pédagogie à

l'Onisep, « il n'y a pas de combinaison idéale qui permettrait d'ouvrir toutes les portes. Il faut surtout se saisir de cette opportunité de choix pour faire ce qui plaît le plus, même sans objectif de métier ». Rassurante, elle rappelle que ces spécialités viennent compléter un tronc commun de 16 h en première et l'on peut aussi jouer sur les options facultatives. « Sur Parcoursup, les élèves peuvent également faire des demandes dites "motivées". Il existe aussi le "Oui si". Les formations supérieures acceptent le jeune à condition qu'il suive un module de formation supplémentaire ».

Les maths en tête

Pour autant, pour les élèves attirés tant par les sciences que les humanités, le véritable problème réside surtout dans le choix ou non des maths, spécialité au niveau élevé. « Il manque en effet un niveau intermédiaire. C'est dommage. Là, il faut être prêt à se donner à fond en maths », constate Clément, pour qui abandonner les maths n'est pas sans conséquences. « Cela ferme des portes, pas seulement en sciences, en ingénierie mais aussi en sciences économiques, en commerce... ». Si la réforme prévoit la possibilité de prendre en terminale l'option facultative « maths



3 QUESTIONS À SE POSER

1.

Ai-je réellement le choix ?

Chaque lycée ne propose pas les 12 enseignements de spécialité notamment en arts, culture antique, numérique... Renseignez-vous pour savoir si votre lycée de secteur a passé des conventions avec d'autres établissements, si suivre des cours à distance ou changer de lycée est possible.

2.

Quelles sont mes valeurs ?

Pour choisir, le mot d'ordre est : « Faites ce qui vous plaît ». Mais au-delà, il faut aussi s'interroger sur ses goûts, ses valeurs (faire du bien à la planète, aider autrui...). Ils sont autant d'indicateurs pour arriver à identifier de grands domaines professionnels dans lesquels, selon sa personnalité, on pourra s'épanouir.

3.

Est-ce si simple de faire une croix sur les sciences ?

La question est assez cruciale. Si vous renoncez aux maths ou à la physique-chimie, l'accès à des formations post-bac et même le suivi dans ces domaines se révélera difficile. Les formations non scientifiques, elles, restent plus ouvertes quelles que soient les « spécialités » choisies au lycée.

complémentaires », dans les faits, il est compliqué de suivre le niveau sans avoir fait en première la spécialité maths.



Ressources

Web

- Pour faire émerger des choix : onisep.fr/Equipes-educatives/Ressources-pedagogiques/Ressources-en-autonomie
- Simuler ses combinaisons : horizons2l.fr
- Un site dédié : secondes-premieries2020-2021.fr

En pratique

Nuits agitées

Quand l'épidémie joue les trublions avec le sommeil des ados



L'insomnie et les problèmes de sommeil sont courants à l'adolescence. Mais avec la pandémie, le phénomène s'accroît. Comment les parents peuvent-ils soutenir leurs enfants confrontés à ce souci ?

Texte : PAULINE BANDELIER

De quelle manière le confinement affecte-t-il le sommeil des ados et des pré-ados ?

Les adolescents souffrent beaucoup de la solitude imposée actuellement, mais aussi de la baisse de l'activité physique liée à l'interdiction du sport en groupe et en salle. On constate aussi dans certains cas la désynchronisation du rythme circadien, les adolescents ayant tendance à se coucher et à se lever plus tard que d'habitude.

Quels sont les profils les plus impactés ?

Les adolescents les plus précaires, qui complétaient les revenus parentaux avec des petits boulots qu'ils ont perdu en raison de la crise sanitaire. Les ennuis financiers qui en résultent favorisent l'augmentation des troubles anxieux ou dépressifs. Ceux qui vivent dans des espaces restreints qui leur servent aussi bien à manger qu'à travailler et à dormir auront particulièrement tendance à se sentir enfermés.

Comment les parents peuvent-ils aider ?

Il est important qu'ils incitent leurs enfants à garder un rythme de sommeil régulier. Mais aussi à sortir, s'exposer à la lumière, et à maintenir une activité physique, car cela a un impact positif sur le moral. Je conseille aussi de limiter l'usage des écrans le soir, les jeunes étant très sensibles à la lumière. Enfin, soyez attentif à rester affectueux et compréhensif. Pour transformer la contrainte en demi-richesse, pourquoi ne pas en profiter pour partager des activités intéressantes entre 18h et l'heure du coucher, comme cuisiner ensemble ?

Faut-il leur parler de la pandémie ?

Oui, car même les pré-adolescents comprennent parfaitement ce qui se passe et il faut écouter leurs émotions et leurs peurs à ce sujet. Je conseille notamment de leur expliquer que cette maladie comporte très peu de risques pour eux, mais que c'est la contagiosité

RECONNAÎTRE UNE INSOMNIE

Pour parler d'insomnie, il est nécessaire que la qualité de la journée soit altérée d'une manière ou d'une autre par un mauvais sommeil.

Les signes de l'insomnie peuvent être : des problèmes d'endormissement, des difficultés à rester endormi avec des réveils en milieu de nuit, ou encore un réveil matinal trop précoce.

Un endormissement tardif dû à un retard de phase du sommeil, s'il est récupérateur, n'est pas une insomnie.

De la même manière, le sommeil d'un petit dormeur, s'il est de bonne qualité, ne l'empêchera pas de passer une bonne journée.

qui impose des contraintes dans les rapports physiques, notamment avec les grands-parents. En revanche, il est préférable de les protéger d'informations anxiogènes, comme le nombre de morts quotidien. Pour les jeunes qui vivent le décès d'un proche, il est essentiel de pouvoir en parler avec eux, mais aussi de se rappeler que l'enfant continue à vivre et qu'il a besoin de soins et d'affection.

— Avec l'aide de **Marie-Françoise Vecchierini**, neuropsychiatre, membre du bureau de l'Institut national du sommeil et de la vigilance

Liens utiles

Web

- Le sommeil de l'enfant, de 0 à 18 ans : [sommeilenfant.reseau-morphee.fr](https://www.sommeilenfant.reseau-morphee.fr)
- Un petit guide utile *Comment aider votre enfant à mieux dormir en situation de confinement ?* : institut-sommeil-vigilance.org/wp-content/uploads/2020/02/Fiche-SFRMS-Comment-aider-votre-enfant-a-mieux-dormir-en-situation-de-confinement-V4-Avec-SFP.pdf

En pratique



© Agat Films et Cie

Discriminations À l'écoute des enfants trans

La médiatisation d'enfants trans a mis **un coup de projecteur** sur les difficultés d'accepter socialement la transidentité. Et l'école est aussi concernée.

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

I l y a d'abord eu *Sasha et Lilie*, 8 ans, dont la transidentité médiatisée – l'une dans un documentaire, l'autre sur les plateaux de télévision – a bousculé, interrogé, ému. Plus récemment, c'était au tour de Stella, 8 ans, et d'Alex, 17 ans, de raconter leur histoire dans *Envoyé spécial*. Les trois premières se sentent filles dans un corps de garçon, le quatrième se sent garçon dans un corps de fille. Entourés de leur famille, ces enfants ont fait leur transition sociale. Lilie et Stella ont changé de prénom d'usage. Après une longue bataille, Sasha s'est fait accepter comme fille dans son école. Alex, déscolarisé, est allé jusqu'à l'opération pour retirer sa poitrine de femme. Leur témoignage et leur métamorphose mettent un coup de projecteur sur la transidentité chez les jeunes, méconnue ou encore rejetée par la société. Pourtant, la transidentité, qui n'est pas une pathologie, a toujours existé chez les mineurs comme chez les adultes. C'est la souffrance – sociale et/ou corporelle au moment de la

puberté – et le mal-être qui en découlent qui doivent inquiéter. Mal accompagnée, la dysphorie de genre – dysphorie signifiant souffrance – peut avoir des conséquences psychologiques graves (troubles de l'humeur, comportements auto-agressifs, décrochage scolaire) et amener parfois à un acte irréversible, comme le suicide de cette lycéenne trans à Lille au mois de décembre. « Ni ses camarades du lycée ni ses amis d'enfance n'avaient perçu sa souffrance ces dernières semaines », rapporte le journal *Le Monde*.

En 2019, l'Éducation nationale a lancé une campagne destinée à sensibiliser contre les violences et discriminations à caractère transphobe. Mais depuis, rien de concret. Le Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire, dont la FCPE est membre, attend toujours des réponses ministérielles, et revendique entre autres une meilleure formation des personnels. L'administration doit notamment faciliter le changement de prénom sur simple demande d'un élève.



AVIS D'EXPERT



CHARLOTTE LEBRUN,
psychologue à l'hôpital
Robert-Debré à Paris

« Un enfant peut être attiré par un stéréotype de genre opposé au sien sans pour autant être dans la transidentité. Par exemple, un petit garçon peut dire "J'aimerais être une fille", c'est même fréquent et cela n'a rien d'inquiétant. Mais si le décalage persiste et si l'enfant présente un mal-être, les parents doivent pouvoir consulter des professionnels formés car accompagner une transition peut s'avérer nécessaire. En France, la prise en charge de la dysphorie de genre chez l'enfant et l'adolescent est récente. À l'hôpital Robert-Debré, l'équipe pluridisciplinaire intervient à partir du moment où il y a une souffrance significative entre le genre ressenti et le genre assigné à la naissance. Mais chaque accompagnement est différent, adapté à l'enfant et à sa famille, et n'aboutit pas forcément à une hormonothérapie ou/et à une chirurgie à la majorité. L'accompagnement des parents et parfois de la fratrie est également indispensable, car un parcours trans peut se révéler très compliqué et la transition sociale être source d'anxiété. »

En pratique



En savoir plus

À voir

- *Petite Fille*, de Sébastien Lifshitz.
- *La Nouvelle vie de Stella et Alex*.
Envoyé spécial : dailymotion.com/video/x7zjxr5
- *Skam*, saison 7 : france.tv/slash/skam-france/

Contact

- collectifeduclgbtphobies.wordpress.com



Pourquoi la précarité des jeunes explose

La crise sanitaire a fait basculer des milliers d'étudiants et de lycéens dans la précarité. Les distributions alimentaires se multiplient. **Du jamais vu** selon les associations.

Texte : ÉMILIE GILMER

Des files d'étudiants patientant dans la nuit et le froid pour retirer un colis alimentaire. Qui aurait pu l'imaginer il y a encore quelques mois ? C'est pourtant bien ce dont témoignent les acteurs associatifs, qui n'en finissent plus de répondre à l'urgence. À l'instar de Linkee, spécialisée dans la récupération d'inventaires alimentaires auprès d'un réseau de partenaires professionnels (grossistes, restaurateurs) qui a monté, début octobre, sa première distribution à l'attention d'un public étudiant. « On a commencé avec deux distributions par semaine à Paris dans le 13^e arrondissement, rapporte Valentin Cèze, chargé des relations extérieures. À ce moment-là, on pensait que ça serait marginal... ».

Mais la demande va crescendo. Et Linkee tente de suivre le rythme. « Aujourd'hui, on accueille 500 étudiants par soir dans le 13^e arrondissement et 250 par soir dans le 18^e. Depuis janvier, on propose aussi des distributions itinérantes dans toute l'Île-de-France et on reçoit de plus en plus de messages pour nous demander d'intervenir dans d'autres

villes de France. » 350 000 repas ont ainsi été distribués depuis le lancement du dispositif, en octobre 2020.

Le salariat étudiant victime du confinement

Bien sûr, la précarité étudiante n'est pas un phénomène nouveau. Mais la crise sanitaire a agi comme un révélateur et un amplificateur (« 60 % de nos bénéficiaires actuels n'avaient jamais recouru à l'aide alimentaire auparavant », précise Valentin Cèze). Un basculement qui n'étonne pas les syndicats. L'Union nationale des étudiants de France (Unef), par exemple, dénonce depuis plusieurs années une précarisation croissante due à une absence de filet de sécurité pour les étudiants. « Le système de bourse est défaillant, ce qui nous oblige à nous reposer sur deux piliers : le salariat étudiant et la dépendance familiale, remarque Mélanie Luce, étudiante en droit et présidente de l'Unef. Aucune de ces solutions n'est bonne puisque le salariat est la première cause d'échec à l'université et la dépendance familiale nous empêche de



36%

DES ÉTUDIANTS qui exerçaient une activité rémunérée l'ont perdue durant le premier confinement.

En pratique



ILS ONT DIT

prendre notre autonomie et renforce la reproduction sociale. » Deux « piliers » par ailleurs eux-mêmes fragilisés... « On sait notamment que 36 % des étudiants qui exerçaient une activité rémunérée l'ont perdue durant le premier confinement, précise la militante. Ce qui représente une perte de 274 € par mois. » Quant aux familles, beaucoup n'ont plus les moyens d'aider...

Des aides jugées insuffisantes

Le gouvernement a annoncé ces dernières semaines différentes mesures pour faire face à l'urgence. Une aide « exceptionnelle » de 150 € attribuée aux moins de 25 ans bénéficiaires de l'APL et aux étudiants boursiers, un chèque psy pour pouvoir consulter gratuitement et deux repas par jour à 1 € pour tous les étudiants. Très insuffisant !, répondent les syndicats. « Nous demandons un plan d'urgence de 1,5 milliard d'euros avec notamment l'augmentation immédiate des bourses (100 € par étudiant) et des APL (+ 20 %), précise Mélanie Luce. Rappelons qu'en 2017, le gouvernement a réduit de 5 €/mois les APL et que cette baisse n'a jamais été rattrapée. » L'Unef pense aussi aux dépenses induites par la crise, en réclamant « le déblocage d'une aide pour répondre aux besoins d'accès au numérique et à l'achat de masques », ainsi qu'« un accès plus large au système de bourses pour la rentrée 2021 ». Le syndicat étudiant évoque aussi « la mise en place d'une allocation d'autonomie, c'est-à-dire une aide universelle calculée selon la situation de l'étudiant et celle de ses parents », souligne la présidente.

Un mal-être grandissant

En attendant, la situation s'enlise et pèse sur le moral de milliers d'étudiants. « Il y a beaucoup de fatigue et beaucoup d'angoisse, remarque Mélanie Luce. Car, au-delà de la précarité financière, il y a aussi des problèmes pédagogiques, de décrochage, etc. ». Idem chez les lycéens, pour lesquels l'alternance distanciel/présentiel génère une grande anxiété. Clémence, 17 ans, lycéenne en terminale raconte : « Les cours sont plus compliqués à suivre à distance, on a plus de difficultés pour comprendre et poser des questions. Et puis on se rend compte que l'on prend du retard dans les programmes. En septembre on était remotivés, mais dès le deuxième confinement, c'est redevenu galère... Mais pour moi, le plus difficile c'est d'être toute seule devant mon écran les semaines en distanciel. Comme beaucoup de mes camarades, je suis déprimée. En temps normal, je ne suis pas du tout solitaire, j'aime être avec les autres, et là on est privés de nos amis. »

“Nous demandons un plan d'urgence de 1,5 milliard d'euros avec notamment l'augmentation immédiate des bourses (100 € par étudiant) et des APL (+ 20 %)”

—
MÉLANIE LUCE
Présidente de l'Unef

Une détresse doublée, par ailleurs, d'un sentiment d'abandon comme le souligne Mathieu Devlaminck, président de l'Union nationale lycéenne (UNL) : « Les ministres nous disent que nos sacrifices nous seront rendus, mais on n'y croit pas une seconde. Que ce soit sur le plan sanitaire, social ou écologique, rien n'est fait pour la jeunesse aujourd'hui ou très peu. »

La FCPE mobilisée

Ce cri d'alarme inquiète la FCPE, qui a imaginé une opération de solidarité à la hauteur de la situation : une collecte nationale organisée du 8 au 28 mars sur l'ensemble du territoire, et qui devrait se renouveler d'ici la fin de l'année. « Différentes initiatives avaient déjà été prises au niveau local, mais jamais une campagne nationale de cette ampleur, remarque Isabelle Pinatel, administratrice nationale. Nous avons proposé à chaque conseil local FCPE d'organiser une collecte dans les établissements scolaires afin de récupérer des produits alimentaires et de première nécessité. » Des colis remis dans un second temps aux partenaires de l'opération – les Restos du cœur, le Secours populaire, l'Unef et l'UNL – qui sont eux-mêmes en lien direct avec les étudiants et les familles dans le besoin.



UN KIT PRÊT À L'EMPLOI a été conçu par la FCPE pour faciliter la mise en œuvre de l'action par les parents : un guide pour solliciter les partenaires et organiser une collecte réussie ; des affiches et des visuels sur les réseaux sociaux pour communiquer avec les parents : fcpe.asso.fr/campagne/manger-ca-passe-en-premier

En pratique

Liens utiles

Web

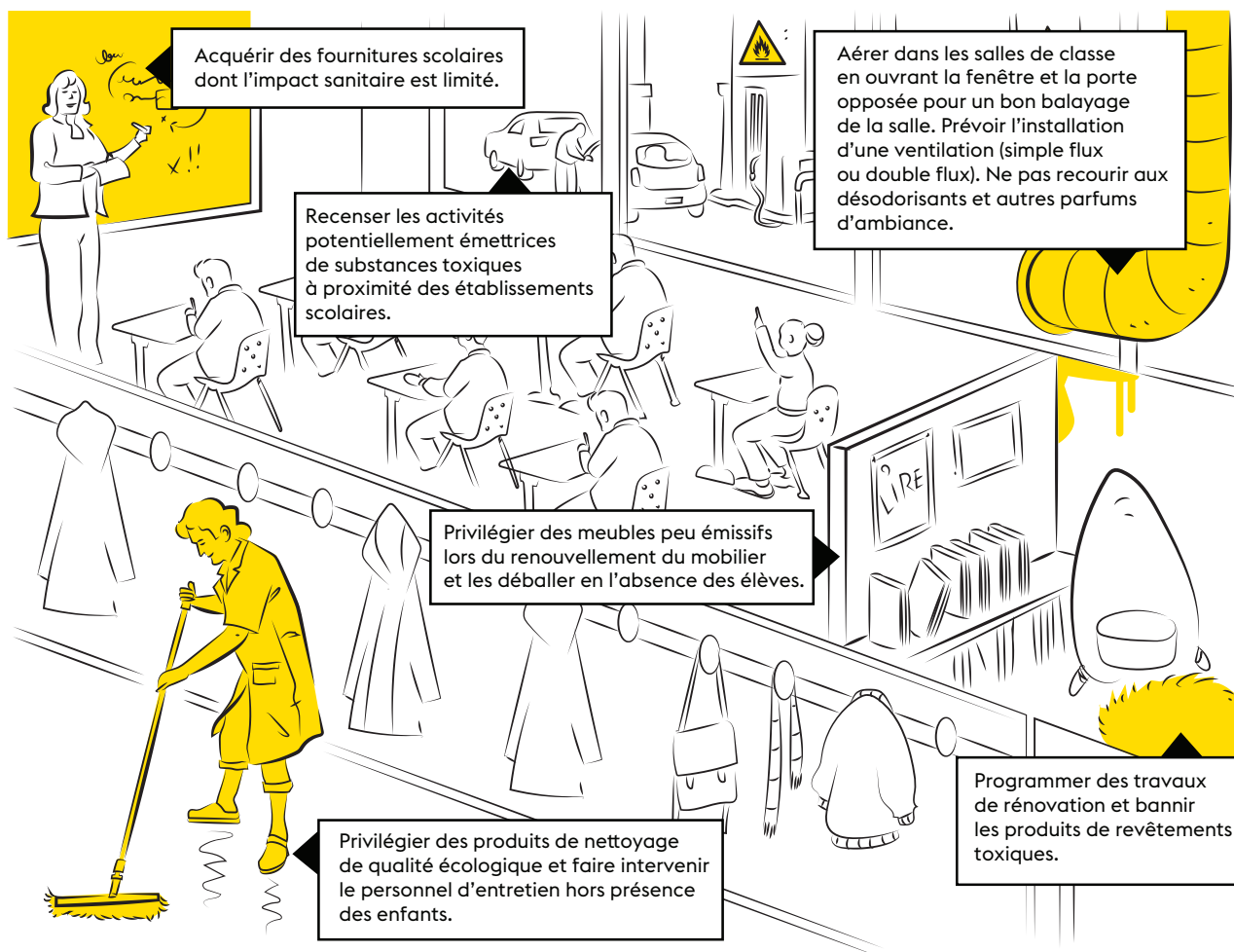
- La FCPE a ouvert un sujet [#collectesolidaireFCPE](https://www.facebook.com/collectesolidaireFCPE) sur son forum coéducation : jaimemonecolepublique.fr
- Aides accordées par l'État : education.gouv.fr/bo/17/Hebdo28/MENE1718891C.htm

Décryptage

Un bon air dans mon école

Avec l'épidémie de Covid-19, **l'aération des salles de classe** est devenue une urgence. Mais, les sources potentielles de polluants sont bien plus nombreuses.

Illustration : DAVID LORY



L'AVIS DE LA FCPE

Il aura malheureusement fallu attendre l'épidémie de Covid-19 pour que l'on se préoccupe de **l'aération des salles de classe...** Pourtant, la loi a rendu obligatoire la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements accueillant des enfants depuis 2010 ! Car le virus n'est pas l'enjeu majeur. Au quotidien, les élèves sont exposés à plusieurs polluants émis par le mobilier, les produits d'entretien et les fournitures scolaires... Les concentrations en polluants mesurées dans l'air des écoles sont par ailleurs

plus élevées que dans d'autres lieux de vie, du fait de **la densité d'occupation des locaux** et d'un renouvellement de l'air souvent insuffisant. La FCPE avait déjà consacré une infographie sur le sujet il y a un an, au vu du retard pris en la matière. Et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) multiplie les campagnes de sensibilisation sans grand succès. Les collectivités doivent impérativement **se mettre en conformité avec la loi**. La mission des parents d'élèves ? Alerter, insister, protester, ne rien lâcher, proposer...

Regards croisés

Les réseaux sociaux menacent-ils la démocratie ?

Facebook, Twitter, Youtube... ont modifié de façon majeure la façon dont se fabrique une partie de **l'opinion publique planétaire**. Leurs algorithmes sont-ils un danger pour la démocratie ?

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN



MARILYN MAESO
Philosophe

Agrégée de philosophie, Marylin Maeso dénonce dans *Les conspirateurs du silence* un univers caricatural où la polémique ne laisse plus aucune place au dialogue.

“On s’intéresse plus au fait “d’annuler” la personne qui a émis l’opinion que de réfuter cette opinion.”

MARILYN MAESO

Les réseaux sociaux ont tendance à nous enfermer dans une communauté qui nous ressemble. Quelles sont les conséquences, notamment pour les jeunes ?

Marilyn Maeso : Facebook a été conçu à partir d’un système algorithmique. L’effet de bulle idéologique y joue à plein régime. L’habitude empêche de se rendre compte que l’on s’enferme progressivement dans un cercle idéologique restreint. Mais rien n’interdit de suivre des comptes différents. Facebook ne fait que refléter notre fonctionnement en circuit clos. Ce qui est dangereux en revanche, c’est la possibilité de supprimer toute contradiction en bloquant les personnes qui émettent des idées qui ne vous plaisent pas. Or, l’ouverture à la pluralité est fondamentale pour construire sa pensée.

Vincent Martigny : Il ne faut pas blâmer les réseaux sociaux pour tous les maux des sociétés contemporaines. Notre capital social, c’est-à-dire notre capacité à interagir avec les autres de manière gratuite dans des réseaux d’entraide, est très lourdement attaqué par la logique économique, une logique individualiste et de compétition, et ce bien avant l’invention d’Internet. Les réseaux sociaux sont pour les jeunes des espaces d’apprentissage de la délibération et ont un effet de politisation. Sur certaines causes qui les passionnent, les jeunes y acquièrent aussi de nouvelles connaissances.

Les nouvelles générations ne semblent-elles pas allergiques à la contradiction ?

M.M. : Cette fragilité n’est pas propre aux jeunes. Le réflexe général qui consiste à se crispier face à un discours contradictoire, je l’ai observé dans toutes les catégories de population quel que soit leur âge. Cette formule « On ne peut plus rien dire », on la retrouve aussi dans la bouche des intellectuels d’un certain âge, des personnes qu’on entend en permanence se plaindre dans les médias. Avant, les figures médiatiques pouvaient dire tout ce qu’elles voulaient sans être contredites. Aujourd’hui, elles font face à la contradiction et peinent à l’accepter.

V.M. : L’effet de bulle des réseaux sociaux encourage le sentiment d’être en permanence offusqué, attaqué, blessé. Il y a toute une génération de jeunes gens qui

ont du mal à accepter des opinions qu'ils estiment choquantes. Il s'agit d'une « génération fragile », qu'il faudrait ménager. Elle réfléchit beaucoup à son intégrité physique et morale et refuse de se confronter à la dimension violente du monde réel. Or, cela fait partie de l'expérience humaine.

Certains dénoncent aussi la radicalisation des esprits à l'œuvre sur les réseaux sociaux...

M.M. : La contradiction permet d'exposer une idée et de recevoir un contre argument. Avec le clash, ce qui prend le dessus, c'est l'indignation. C'est ce qu'on appelle la « cancel culture ». On s'intéresse plus au fait « d'annuler » la personne qui a émis l'opinion que de réfuter cette opinion. Vous êtes alors davantage dans une logique de procès que de débat, ce qui aboutit à une violence généralisée que certains militants progressistes sont les premiers à pratiquer ! Or, comment faire peuple quand on ne voit pas l'autre comme un autre ?

V.M. : Il ne faut pas non plus idéaliser ce que serait un débat d'idées en dehors des réseaux sociaux. Les discussions politiques de famille ne sont pas toujours modérées, ni rationnelles. Si les réseaux sociaux n'étaient que des vecteurs de radicalisation, on ne verrait pas cette génération des 15-25 ans, très engagée sur l'environnement, la lutte contre les violences policières, les violences faites aux femmes... Cette génération que l'on présente incapable de formuler une idée, est en réalité extrêmement politisée, voire militante. Mais cet engagement aspire à dépasser les partis et les logiques de la démocratie représentative pour toucher aux fondements de l'organisation politique de notre société.

Les réseaux sociaux sont un terreau propice aux fake news. Faut-il s'en inquiéter ?

M.M. : Sur Youtube, vous pouvez regarder une vidéo d'histoire, et, avec le jeu des algorithmes, vous retrouver avec des suggestions de vidéos complotistes. Or, le faux est toujours plus séduisant que le vrai. Il donne l'impression de comprendre et de tout contrôler. C'est le principe des discours complotistes. Mais quand votre vision du monde s'est construite sur Internet en regardant ce genre de vidéos, y renoncer est extrêmement traumatique, voire impossible pour les plus jeunes.

V.M. : Les réseaux sociaux forcent les détenteurs de l'autorité traditionnelle à descendre de leur chaire pour prouver la vérité de leurs dires. Que des gens remettent en cause les vérités officielles me paraît donc une bonne chose. Quant aux fausses rumeurs, elles sont vieilles comme le monde ! Mais nous devrions avant tout nous attaquer aux mensonges qui traversent réellement la société, et qui mettent les gens en colère. Lorsque l'on dit qu'il suffit de travailler dur pour avoir une vie décente, ou d'avoir un diplôme pour réussir dans une société profondément inégalitaire, on nourrit une colère liée à ces anciennes vérités



VINCENT MARTIGNY
Politologue

Professeur de sciences politiques à l'université de Nice et à l'école polytechnique, chercheur au Cevipof, Vincent Martigny a publié en 2019 *Le Retour du prince.*

devenues des mensonges. Une colère entretenue, jour après jour, par les réseaux sociaux, qui ouvre une fenêtre d'opportunité pour les partis extrémistes qui veulent la manipuler.

Que faudrait-il mettre en place pour développer l'esprit critique chez les enfants et les jeunes ?

M.M. : On met la charrue avant les bœufs ! Les enfants sont sur Internet bien avant d'avoir eu une éducation au numérique. Il ne s'agit pourtant pas d'un simple progrès scientifique, mais d'un changement de monde. Cela demande une éducation dès le plus jeune âge. Il faut arrêter de demander l'impossible aux parents. Ils ne peuvent pas contrôler tout ce que regardent les enfants en permanence. Intégrer progressivement le numérique à l'école permettrait qu'à l'adolescence, ils aient suffisamment d'armes intellectuelles pour résister aux discours complotistes.

V.M. : Il faudrait massifier l'éducation aux médias et à l'information. Je suis surpris de voir à quel point les jeunes se révèlent incapables de lire une image. Il faut leur faire comprendre les ressorts de la société du spectacle. Qu'ils voient sur quel bouton de notre propre narcissisme elle appuie. Il reste aussi beaucoup de progrès à faire en matière de coéducation. C'est parce que les enfants entendent les mêmes sons de cloche à l'école et dans les familles qu'ils seront moins sujets au doute.



EN SAVOIR PLUS :

À lire

- *J'ai vu naître le monstre : Twitter va-t-il tuer la #démocratie ?*, Samuel Laurent, les Arènes, 2021.
- *La démocratie des crédules*, Gérald Bronner, PUF, 2013.



Les réseaux sociaux forcent les détenteurs de l'autorité traditionnelle à descendre de leur chaire pour prouver la vérité de leurs dires.”

VINCENT MARTIGNY



© DR

L'écologie pour construire des projets de vie

Quand des adolescents, **aux parcours de vie chaotiques** et placés sous la protection judiciaire, s'impliquent dans la création d'un jardin partagé...

Texte : MARIANNE PEYRI

La parcelle est modeste, juste 50 m². Dans ce jardin, créé en novembre dernier, on y voit les premières pousses de fraisiers, d'ail et de fèves. Un potager classique mais dans un lieu insolite : les bureaux récemment modernisés de la Protection judiciaire de la jeunesse de Niort. Ici, une unité spéciale œuvre à la réinsertion de jeunes placés sous la protection d'un juge, soit des adolescents aux parcours de vie chaotiques, auteurs pour certains d'actes de délinquance et bien souvent déscolarisés. « Sur cette parcelle de terre, tout était à créer. Les jeunes ont débroussaillé, listé le matériel à acheter, choisi sur catalogue le type de légumes ou de fleurs, aménagé des coins, réalisé du paillage avec des feuilles ramassées, planté les semis... », liste Franck Jacopin, animateur au sein de l'association Vent d'Ouest Niort qui travaille en partenariat avec la PJJ. À l'initiative d'une des éducatrices de l'Unité éducative d'activités de jour (UEAJ), Caroline Mounal-Morot, l'idée a ainsi germé d'offrir à ces jeunes de multiples activités axées sur l'écologie. Leur objectif : redonner un cadre, un rythme, des envies et jusqu'à des projets de vie. Dès 2018, certains de ces mineurs, partants pour s'essayer à la culture au fil des saisons, ont

ainsi pris le chemin du Quai de Belle-Île à Niort. Direction « les jardins solidaires » gérés par Vent d'Ouest. « Des groupes de 2 à 5 jeunes, pas plus. Il y a du cabossage, ils sont un peu abîmés, d'où le choix d'un groupe très restreint. Il faut des objectifs personnalisés, un suivi important », indique Franck Jacopin, qui s'est fixé comme ligne de conduite de favoriser l'autonomie de ces jeunes et leur bien-être.

De fait, selon lui, le jardinage est une activité propice pour « poser ses bagages, oublier ». « Il permet d'être dans le "faire" et d'obtenir des résultats concrets, gratifiants. Je cherche aussi toujours à mettre en avant le positif : même si les poireaux ne poussent pas, les betteraves, elles, ça marche. C'est une façon de leur apprendre à ne pas se décourager et à savoir faire preuve de patience pour obtenir un résultat. »

Se confronter à d'autres publics

Que ce soit dans le nouveau jardin de la PJJ – dans lequel les salariés peuvent aussi s'impliquer – ou dans les jardins solidaires du Quai Belle-Île, se joue, selon l'UEAJ, des enjeux « du vivre-ensemble, de l'acceptation de l'autre, du partage, de la citoyenneté ». De fait, dans ces jardins partagés, vaquent scolaires, jeunes de centres d'animation,

particuliers, retraités... « Tout le monde se croise. Les jeunes de la PJJ sont confrontés à des publics très divers. Je leur demande d'aller aider telle ou telle personne. Ils prennent aussi des décisions collectives, par exemple, quel jardin voulons-nous faire, plutôt productif ou esthétique ? Tout cela favorise les échanges », ajoute l'animateur de Vent d'Ouest.

Au-delà également de la sensibilisation à la protection de l'environnement, la PJJ voit ces ateliers comme autant de passerelles pour redonner l'envie de se projeter. « Cette expérience est en effet pour certains l'occasion de leur donner le goût de l'activité en plein air, de faire des stages ou des formations dans le maraîchage ou même de faciliter leur intégration dans le monde du travail quel qu'il soit », précise le maître jardinier et composteur, qui ne cache pas cependant les difficultés rencontrées. « Il faut parfois les pousser. Certains râlent, ils font rarement de grands commentaires enthousiastes, mais je sais que si déjà ils reviennent, c'est une réussite ».



EN SAVOIR PLUS :
Internet.justice.gouv.fr/art_pix/Avenirs_47_web.pdf

Nos actions

La présence de contenants en plastique dans les cantines scolaires représente un risque pour la santé des enfants. L'association Cantine sans plastique tire la sonnette d'alarme et encourage les parents à alerter les élus de leur commune.



NATIONAL

Cantine sans plastique : à quand l'application du principe de précaution ?

Texte : ÉMILIE GILMER

Sommes-nous en train de jouer aux apprentis sorciers ? C'est ce que dénoncent depuis plusieurs années l'association Cantine sans plastique et la FCPE. En cause : la présence de contenants en plastique dans nombre de cantines scolaires. « On sait que les molécules migrent dans l'alimentation et que cette migration est majorée par la réchauffe, explique Tania

Pacheff, présidente de l'association. On sait par ailleurs que ces matières plastiques contiennent des additifs dont certains sont des perturbateurs endocriniens dont la dangerosité est avérée ou suspectée, particulièrement pour des enfants en pleine croissance. Compte tenu des risques encourus – baisse de fertilité, augmentation des pubertés précoces, infertilité, obésité, dia-

bète, mais aussi à long terme une probable explosion des cancers hormonaux – qu'attend-on pour appliquer le principe de précaution ? »

Des avancées – au moins législatives – ont certes été obtenues ces dernières années. L'article 28 de la loi EGalim, votée en 2018, interdit au plus tard au 1^{er} janvier 2025 l'utilisation de contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe ou de service en matière plastique dans la restauration collective. Par ailleurs, la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) a ajouté l'interdiction progressive (en 2020 et 2021) de certains produits en plastique à usage unique : couverts, gobelets, pailles et assiettes.

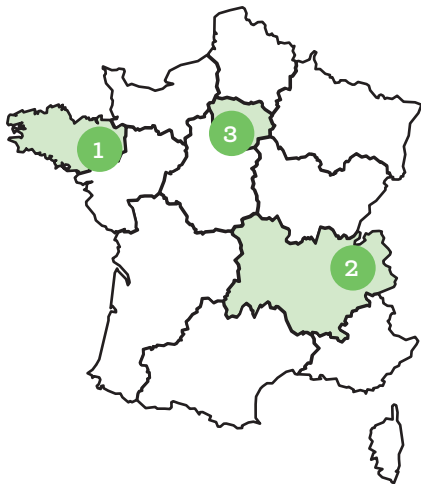
Provoquer une prise de conscience

Mais selon l'association, ces progrès sont insatisfaisants. « Le premier problème est que la loi ne prévoit aucune sanction en cas de manquement, ce qui n'aide pas à son application, remarque Tania Pacheff. Ensuite, dans la mesure où l'exposition aux risques chimiques existe, nous pensons que 2025 est un horizon trop lointain et nous enjoignons les maires à prendre des décisions dès à présent. D'autant plus que le passage du plastique à l'inox ne se fait pas du jour au lendemain et suppose un minimum d'anticipation. Attention, par ailleurs, au plastique biosourcé (les barquettes en cellulose) qui permet à certains élus de communiquer sur une soi-disant sortie du plastique : il n'en est rien, le plastique biosourcé reste du plastique ! »

Les parents d'élèves sont invités, partout en France, à se mobiliser pour alerter les élus. Comment ? « Nous leur suggérons d'abord d'adhérer à notre association afin de donner davantage de poids à notre combat, puis de rejoindre (ou de créer) une de nos antennes locales, indique la présidente. Les parents peuvent également adresser un courrier aux élus pour provoquer une prise de conscience et, éventuellement, alerter les médias. On peut aussi rappeler aux maires leur engagement : en effet, 328 candidats aux municipales (dont une majorité ont été élus) s'étaient engagés à bannir tous les plastiques des cantines scolaires. » Certaines villes ont d'ailleurs déjà opéré le changement. C'est le cas, par exemple, de Strasbourg, Montrouge, Saint-Germain-en-Laye qui ont adopté l'inox, ou Limoges, qui a fait fabriquer des plateaux en porcelaine pour les crèches de sa ville.



PLUS D'INFOS :
Internet.cantinesansplastique.fr



2 HAUTE-SAVOIE

Crise assurée à la prochaine rentrée



d'encadrement de 5,28 postes pour 100 élèves placerait le département à l'avant-dernière place nationale.

Des décisions purement comptables

Dans le secondaire, elle déplore la diminution de la dotation horaire attribuée aux collèges et Segpa, en recul de 83,5 équivalents temps plein, alors que dans le même temps, le nombre d'élèves sera croissant (+305) d'après les prévisions.

Lors du conseil départemental de l'éducation nationale le 23 février, la FCPE a voté contre le projet présenté par la direction académique et étayé ses arguments : « Allons-nous reproduire les mêmes erreurs lors de la rentrée 2021 ? Remettre une pression forte sur des élèves encore davantage fragilisés, sans pouvoir consolider les bases ? [...] Il nous semble incroyable que la proposition des DHG dans nos établissements résulte d'un pur mécanisme comptable qui nie clairement la période que nous traversons. Ce sont deux années scolaires qui sont amputées et rien de plus n'est alloué pour compenser et accompagner cette situation inédite. » Affaire à suivre...

“ Le “quoi qu'il en coûte” ne concerne donc pas l'Éducation nationale ?

Le “quoi qu'il en coûte” ne s'applique pas à nos établissements ? Le “quoi qu'il en coûte” n'aidera donc pas les élèves de l'école publique de ce pays ? » Pantois, consternés, mais déterminés ! Les parents d'élèves de la FCPE de la Haute-Savoie ont pris connaissance fin février des premières orientations pour la rentrée scolaire 2021, et ne comptent pas en rester là.

Dans le premier degré, 17 ouvertures de classes sont prévues pour 35 fermetures. Certes, les effectifs sont en baisse, mais d'après les calculs de la FCPE, le taux

+ EN SAVOIR PLUS : [Internet fcpe-74.fr](http://Internet.fcpe-74.fr)

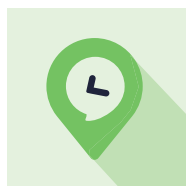
1 ILLE-ET-VILAINE

Contre les expulsions d'enfants sans papiers



Fin janvier, la FCPE d'Ille-et-Vilaine était aux côtés du Réseau éducation sans frontières devant la préfecture pour dénoncer l'assignation à résidence de nombreuses familles menacées d'expulsion. Ce sont 108 enfants scolarisés en Ille-et-Vilaine qui vivent avec leurs parents dans la peur de devoir quitter le territoire et que la préfecture maintient dans une précarité extrême en leur refusant le droit au séjour. Ce recensement n'est pas exhaustif, il ne comptabilise pas les personnes célibataires dans la même situation et toutes les familles qui préfèrent se cacher. La mise à la rue de plusieurs dizaines de jeunes étrangers isolés, suite à des évaluations négatives de leur minorité, a également été dénoncée.

+ EN SAVOIR PLUS : [Internet 35.fcpe-asso.fr](http://Internet.35.fcpe-asso.fr)



21 224

HEURES D'ABSENCE non remplacées ont été déclarées par les parents d'élèves sur le site Ouyapacours de la FCPE à la date du 17 mars 2021.

3 SEINE-ET-MARNE

Les parents réclament un plan exceptionnel de rattrapage

Un remplaçant en français et en maths au collège Victor Schoelcher à Meaux, un autre en histoire au lycée Pierre de Coubertin à Meaux, plusieurs professeurs en physique-chimie au collège de la Vallée à Avon... La liste des enseignants non remplacés dans le département de Seine-et-Marne est longue comme le bras ! « Le recours inapproprié à Pôle emploi n'y suffira pas », ironise la FCPE, qui exige « un plan exceptionnel de rattrapage pour compenser et anticiper la hausse démographique constante sur le territoire ». La situation, critique l'année passée dans le second degré, sera difficile à colmater. Les élèves doivent pouvoir bénéficier de leurs droits et de la continuité pédagogique qui leur est due !

+ EN SAVOIR PLUS : [Internet site.fcpe77.asso.fr](http://Internet.site.fcpe77.asso.fr)

Portrait



Avec son dernier documentaire « Douce France », le réalisateur **Geoffrey Couanon** invite les citoyens à retrouver leur pouvoir d'agir pour leur territoire.

“Faire des films qui parlent à notre enfant intérieur”

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN

Un parc dévastateur

« On n'est pas sérieux quand on a 17 ans », clame Rimbaud. Dans les films de Geoffrey Couanon, pourtant, si. Son dernier documentaire, Douce France, qui sortira dès que les salles seront rouvertes, montre l'éclosion citoyenne de trois lycéens au moment où ils s'interrogent sur le sens à donner à leur vie. « Le lien à l'adolescent est prégnant dans mes films. Ils savent mieux que personne parler à notre enfant intérieur », explique le réalisateur. Ici, ils s'appellent Sami, Amina et Jennyfer. D'origine algérienne, portugaise et centre-africaine, ils habitent à Villepinte, en Seine-Saint-Denis. Grâce à des ateliers que le réalisateur organise avec leurs professeurs, ils enquêtent sur le projet immobilier d'EuropaCity situé dans le Triangle de Gonesse, au nord de la capitale. Nous sommes en 2017 et le projet titanesque n'a pas encore été abandonné. Il prévoit de bétonner près de trois cents hectares de sols agricoles très fertiles, parmi les derniers d'Île-de-France. Il fait miroiter piste de ski, centre aquatique,

restaurants, hôtels, et paradis du shopping avec à la clé la création de 11 000 emplois. Des sirènes auxquelles les jeunes ne sont pas insensibles... dans un premier temps. Mais au fil des rencontres avec les députés, citoyens, habitants, commerçants, agriculteurs, les adolescents prennent conscience de ce qu'EuropaCity a aussi de dévastateur pour leur territoire.

« Je leur ressemblais beaucoup à leur âge, témoigne Geoffrey Couanon, qui grandit en Martinique. Comme eux, je me suis interrogé sur la métamorphose de l'île par l'urbanisation », mais sans pouvoir mettre des mots sur ce qui le dérange. Son père gérait des chantiers qui ont participé à cette transformation, et il aurait bien vu son fils travailler à ses côtés. Geoffrey Couanon prend une autre voie. « Je décide alors de sortir de la norme dans laquelle la société voulait me mettre, et je prends le virage de la culture ».

Le sens du travail

C'est sur France Inter qu'il apprend la « rencontre documentaire », aux côtés de Kriss et ses Portraits sensibles. Puis il se forme au cinéma documentaire en Belgique, une expérience qui transforme sa « vision politique » et son « engagement de réalisateur ». D'autant qu'il y mêle l'éducation populaire en organisant des ateliers radio dans le quartier de Molenbeek à Bruxelles. « Nous proposons aux adolescents de découvrir des métiers de proximité auxquels *a priori*, on ne s'intéresse pas », comme celui de fossoyeur ou d'éboueur, mais qui interrogent sur le sens du travail. « Si ces personnes ne le font pas, qui le fera ?, demande-t-il aux jeunes. Que veux-tu faire comme métier, pour toi mais aussi pour les autres, pour ton territoire et pas seulement pour le marché du travail ? » Des questionnements qui les placent face à leur pouvoir d'agir.

En parallèle, le réalisateur-animateur devient aussi maraîcher en périphérie de Bruxelles. En 2014, il se passionne pour l'agro-écologie cubaine, dont il réalise un documentaire, avant de s'installer à Montpellier, capitale de la recherche agronomique. Douce France se situe finalement au carrefour de toutes ces vies. Plus qu'un film, ce documentaire est pour Geoffrey Couanon l'opportunité de réconcilier les citoyens avec leur territoire. Son souhait le plus cher ? Que les collectivités fassent de ce documentaire un outil de concertation pour l'aménagement du territoire, « afin que tous les acteurs parlent et réfléchissent ensemble à une autre économie », dans les pas de Sami, Amina et Jennyfer.



EN SAVOIR PLUS :

Internet doucefrance-lefilm.fr

Contact diffusion@doucefrance-lefilm.fr